

CONGRÈS DE LA CGTR ÉDUC'ACTION - LA RÉUNION

La FERC sup et la CGT Educ'action ont répondu bien volontiers à l'invitation des camarades de la Réunion pour participer à leur Congrès mais aussi pour dispenser des formations dans l'Education nationale et dans le Supérieur.



DURANT CE CONGRÈS, IL A ÉTÉ QUESTION BIEN SÛR DES ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES ; et dans la perspective de faire connaître au mieux nos revendications, nos camarades ont organisé plusieurs sessions de formation. Dans le Supérieur, il s'agissait de former et armer les nouveaux et nouvelles militant·es afin de développer l'activité : droits des salarié·es, santé au travail, fonctionnement et animation d'un syndicat.

Dans l'Éducation nationale où la CGTR est implantée depuis plus longtemps, 2 types de formations ont été dispensés : l'une pour les collègues du 1^{er} degré, l'autre sur Santé et conditions de travail. Les participant·es ont pu échanger sur la dégradation de leurs conditions de travail et le manque de reconnaissance du métier par l'Institution.

Ces 2 formations ont connu un véritable succès (de 60 à 150 participant·es selon les formations) avec, à la clé, des nouvelles syndicalisations à l'issue de ces journées.

Dans le Supérieur, comme dans l'Éducation nationale, la participation à ces formations est de bon augure pour les élections professionnelles !

Ce congrès de la CGTR Educ'action avait une importance toute particulière dans l'histoire du syndicat puisqu'il devait acter une nouvelle structuration devenue nécessaire avec la montée en puissance de la syndicalisation dans le Supérieur.

Après les échanges sur le rapport d'activité et document d'orientation, les congressistes ont élu la direction avec Joel De Palmas comme secrétaire général et un bureau en partie renouvelé.



Les congressistes se sont aussi prononcé·es sur la création de la CGTR Educ'action Sup. Ce nouveau syndicat est le reflet d'une activité militante dans l'enseignement supérieur qui, certes récente, se confirme au fil du

temps. Rachel Mariamon, qui est en charge de cette activité au sein de l'organisation depuis longtemps, a été élue secrétaire générale.

L'activité CGT est particulièrement ardue à mener à l'université de la Réunion, dont les personnels ont dû affronter une gestion calamiteuse ces dernières années par un président qui, chose rarissime dans le milieu universitaire, a été condamné en 2024 par le CNESER (conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche) à un an de suspension pour harcèlement moral. Les pressions exercées ont instauré un climat délétère dont les personnels peinent encore aujourd'hui à se défaire.

Les camarades devront employer toute leur énergie à amener les collègues à relever enfin la tête et défendre leurs droits.

Les congressistes ont dû aussi se prononcer sur la création de la FFE-CGTR, une fédération qui, dotée là encore d'une nouvelle direction avec Joel de Palmas comme secrétaire général, se met en ordre de bataille pour impulser le travail fédéral dans le champ de l'Éducation au sens large.